



ABRI COTIER DU PAYS DE QUIMPERLE

BILAN D'ACTIVITE 2025

SOMMAIRE

- Notre activité en 2025 p 3
- Les relais vers l'abri côtier p 4
- La demande initiale p 5 à 7
- Le problème du logement p 8
- 52 adultes victimes sur Qlé co p 9
- L'âge des adultes victimes p 10
- La situation professionnelle p 11
- Les ressources familiales/amicales p 12
- Les violences subies p 13
- Les facteurs de vulnérabilité p 14
- Problèmes de santé des victimes p 15
- Notre soutien financier p 16
- 41 enfants co-victimes sur Qlé co p 17
- L'âge des enfants co-victimes p 18
- Les démarches des victimes p 19 - 20
- Des données sur les auteurs p 21 - 22
- Nos actions de prévention p 23 - 24
- La visibilité de notre site p 25 - 26
- Conclusion p 27 - 28
- Nos projets pour 2026 p 29 - 30

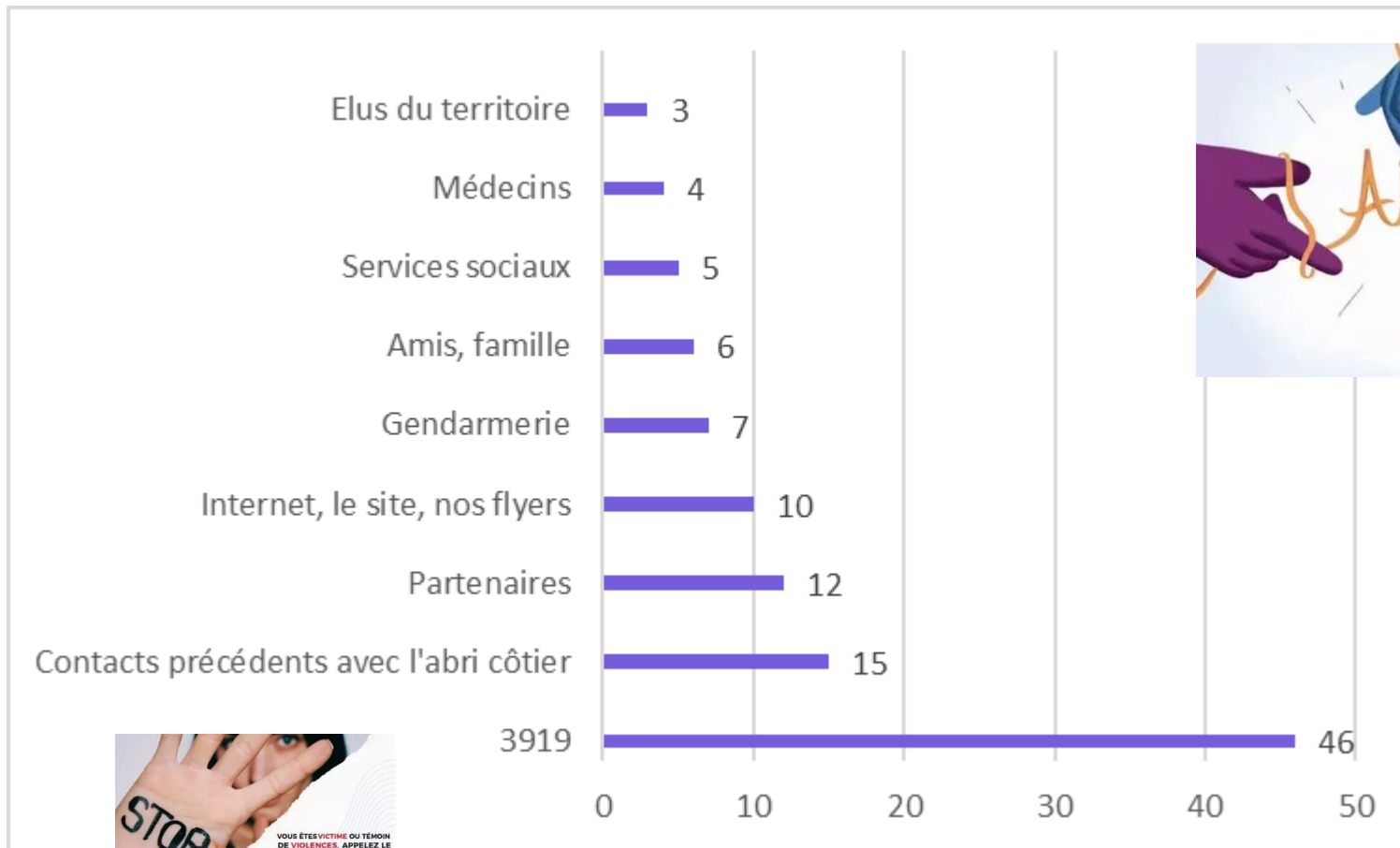
LES VIOLENCES CONTINUENT...

NOS ACTIONS AUSSI...

- ▶ Notre accueil : **7j/7 et 24h/24** au **06 34 62 20 50**
- ▶ **122 personnes** (au moins) écoutées à ce numéro, dont **15 contacts précédents**
- ▶ La réalisation de plus de :
- ▶ - **324 entretiens téléphoniques** avec ces personnes
- ▶ - **56 rencontres en « face à face »** avec les victimes (lors d'entretiens spécifiques ou d'accompagnements en hébergement, gendarmerie, tribunal, CDAS ou CCAS...)
- ▶ Très nombreuses démarches vers différents services ou partenaires
- ▶ La poursuite de nos actions de prévention en direction des scolaires et du grand public
- ▶ Nos réunions d'équipe, au moins hebdomadaires
- ▶ L'équipe des **9 bénévoles** a consacré près de **1400 heures** (hors déplacements) aux victimes



LES RELAIS VERS L'ABRI COTIER (108 connus)



PARLER



La demande initiale

45% parler, être écoutées et entendues, se faire entendre, raconter leur histoire

Après analyse de la première demande, nous remarquons que les femmes qui contactent l'association sont prêtes à parler pour être entendues et être crues

L'instauration d'un climat de confiance et l'assurance de la confidentialité de leur récit les incitent à révéler leur quotidien que jusque-là elles avaient caché,

« Persuadées d'être responsable de la situation. Elles demandent aussi si leur situation est normale.

Elles ont peur « Si j'en parle ce sera pire » disent-elles, il m'a dit « si tu parles tu paieras »

Et pourtant elles sont 45% à briser l'omerta qu'elles se sont imposée



INFORMATIONS/CONSEILS

28% d'entre elles sont prêtes au départ ou préparent leur départ. Elles sont à la recherche d'informations et de conseils pour quitter le domicile.

Elles veulent connaître leurs droits, recherchent un avocat, des conseils juridiques, des conseils pratiques pour s'organiser et ne pas être retrouvées, suivies, harcelées

Et surtout s'inquiètent pour le devenir de leurs enfants



LOGEMENT

22% le logement est un réel enjeu pour la sortie de la dépendance des violences. Une condition essentielle au départ. Si la mise à l'abri à très court terme est pratiquement toujours assurée

L'accès au logement pérenne est beaucoup plus difficile malgré la priorité donnée aux victimes de violences. La rareté de l'offre de logement ne permet pas aux femmes de quitter rapidement le domicile

L'éviction du conjoint du domicile ordonnée par le procureur traîne à se mettre en place.

APPELS par les TIERS

12% des appels émanent des parents, fratries, enfants, amis, voisins inquiets de constater un changement d'attitude d'une proche, d'entendre des cris dans la maison d'à côté, de soupçonner des actes de violences dans le huis-clos du domicile, remarquer le déni dans lequel la victime s'enferme

Ils demandent des renseignements et des conseils, ils veulent savoir « comment » aider »

LISTE D'AVOCATS

4,5% la Fédération Solidarité Femmes propose le nom de plusieurs avocats affiliés, quelques-unes d'entre elles recherchent des avocats spécialisés dans les affaires familiales ou les divorces



PEUR ET HARCELEMENT

4,5% nous font part de la peur qui ne les quitte pas malgré la séparation, peur d'être suivies, tracées, épiées. Peur que l'ex conjoint force leur domicile, les attende, peur d'être harcelées ou parce qu'elles sont menacées par tél ou sur les réseaux



GROUPE DE PAROLE

3,5% recherche d'un groupe de parole pour partager leurs expériences



ACCOMPAGNEMENTS

3% d'entre-elles souhaitent être accompagnées dans leurs démarches administratives ou juridiques, chez l'avocat, à la gendarmerie pour porter plainte

DEMANDE DE RDV

3% des femmes nous téléphonent pour demander un rendez-vous



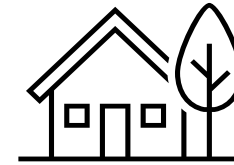
3% DEMANDE D'AIDE

2% acculées financièrement, elles demandent une aide

Lors du contact téléphonique, les femmes expriment quelquefois plusieurs demandes, que nous avons intégrées séparément dans les différents items

C'est pourquoi nous sommes au-delà des 100 /100

La situation des victimes par rapport au logement



Les appels que nous recevons commencent souvent par une demande de logement, question cruciale pour que madame puisse quitter le conjoint violent.

Notre appartement d'urgence mis à la disposition de femmes en urgence d'hébergement a été occupé par **4** femmes pour des durées de 14 semaines, 6 semaines, 13 semaines, 3 semaines, soit un total de **264 nuitées**

Le problème est différent selon chaque situation : en location, à quel nom ? propriétaire qui ? en commun, le partage ?

14 couples étaient **propriétaires** de leur maison **50/50**, le plus souvent la maison est mise en vente pour le partage, mais le délai peut être long

12 d'entre elles se sont retrouvées à la rue car le **domicile** conjugal appartient **à Monsieur**.

Pour **9** femmes propriétaires ou en location, le **logement** était au **nom de madame** ce qui simplifiait la séparation

5 avaient trouvé un **hébergement temporaire** en gîte, hôtel ou caravane, **5** autres chez des parents, dans la famille.

Souvent, elles obtiennent un **logement social** avec l'aide d'une assistante sociale; leur avocat et le juge les aideront à faire valoir leur droit, mais ce sera long.

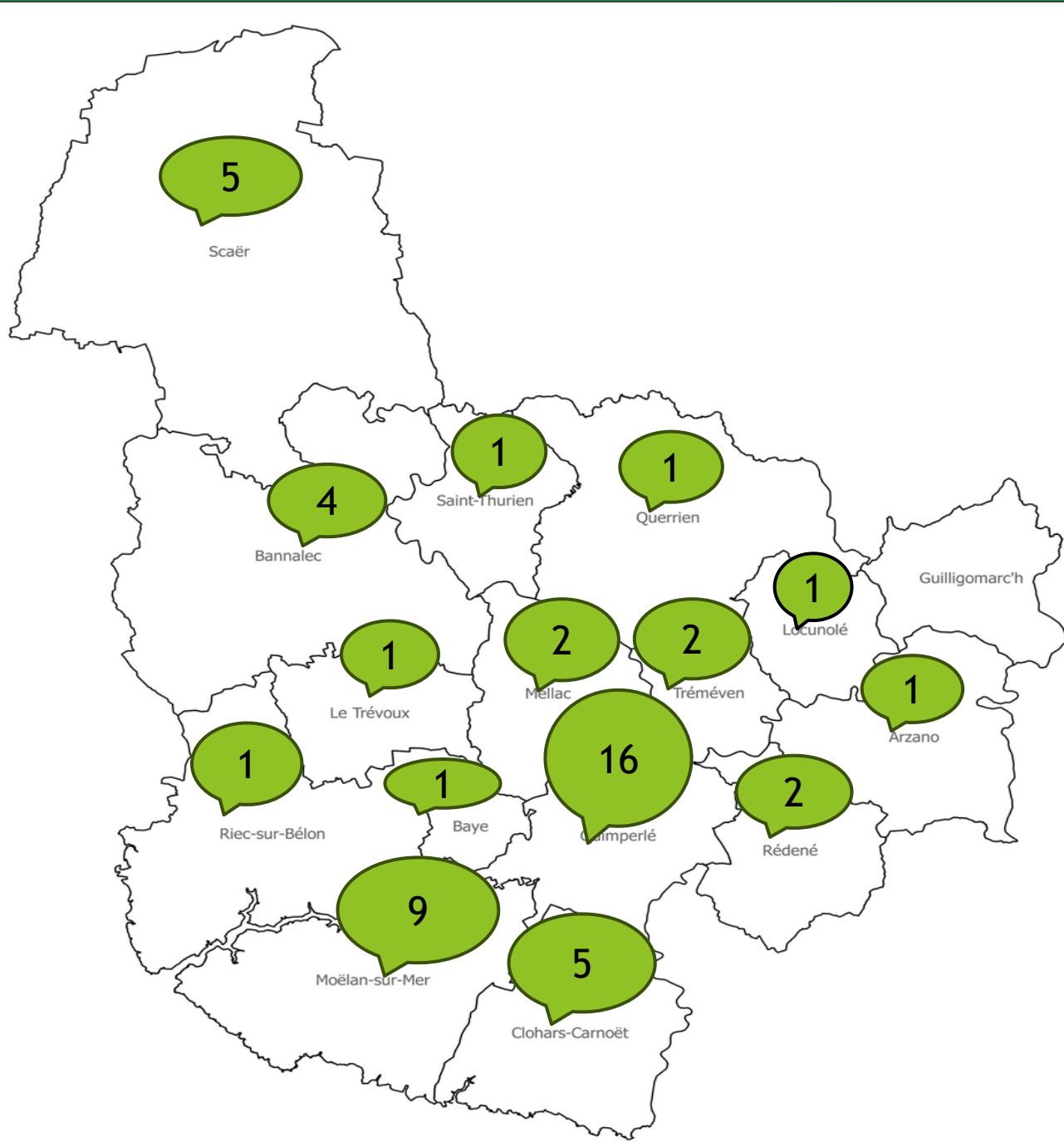
Le problème du logement est souvent le motif de retour ou de non-départ du domicile du conjoint violent.



Finistère (hors Qlé co) 50
Morbihan 8
ailleurs en France 4
à l'étranger 1
inconnu 6

QUIMPERLE COMMUNAUTE

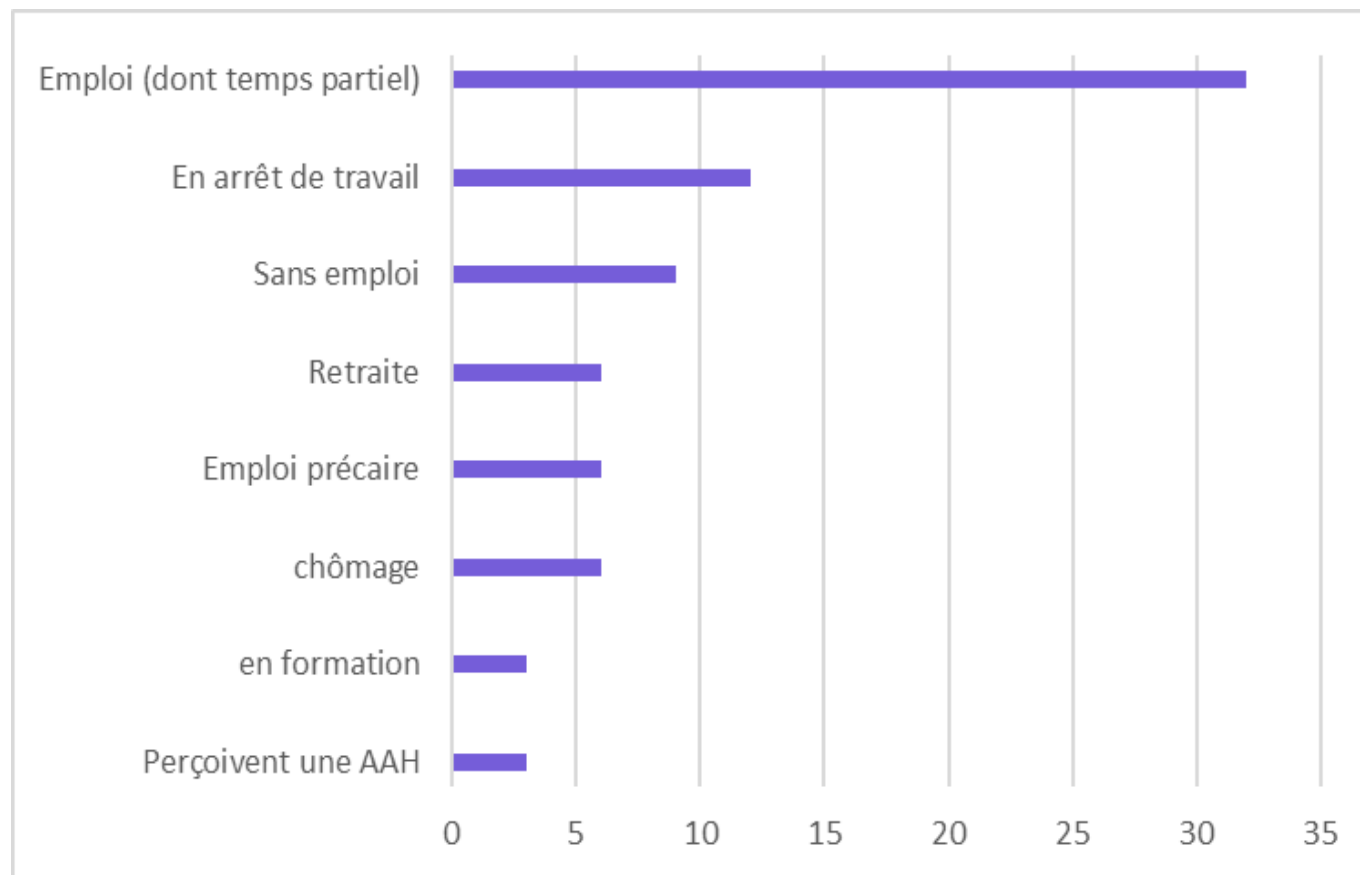
52 ADULTES-VICTIMES
EN 2025



AGE DES ADULTES VICTIMES (101 connus)



SITUATION PROFESSIONNELLE ET FINANCIERE DES FEMMES VICTIMES (77 situations connues)



LES RESSOURCES FAMILIALES ET AMICALES

(sur 119 situations)

- ▶ **33** victimes ont confié leur vécu douloureux à des **ami(e)s**
- ▶ La **famille** :
 - ▶ **20** en ont parlé à leurs **parents** mais certains d'entre eux vivent à l'étranger
 - ▶ **10** à leurs **enfants adultes** (dont elles ne reçoivent pas toujours un soutien)
 - ▶ **14** aux **frères ou sœurs**
 - ▶ **4** aux **grands-parents** et **1** à sa **petite-fille** (nous avons d'ailleurs été interpellées par des grands-mères)
 - ▶ **1** est soutenue par son **ex-conjoint**
- ▶ Enfin, les **collègues de travail**, des **voisines**, la **nourrice de l'enfant**, la **MJC**,
- ▶ des **associations** peuvent également être soutenantes



LES VIOLENCES SUBIES (sur 119 situations)

- Les **violences verbales** sont décrites à **76** reprises et consistent en cris, hurlements, grossièretés, insultes, propos sexistes
- Les **violences psychologiques** (**68** cas) consistent en humiliations, critiques, jalousie, harcèlement, intimidation, culpabilité, dénigrement
- Les **violences physiques** (**38** cas) sont perpétrées sous la forme de claques, coups de pied, bousculades, crachats
- **4 menaces de mort** ont également été rapportées, dont 2 où le conjoint violent avait un fusil
- **27** cas de **violences sexuelles** dont un viol sous soumission chimique, 2 incestes et un classement sans suite
- Les **violences économiques**, décrites à **18** reprises : manque d'argent, destruction de la carte bancaire, surveillance des comptes, emprunt d'argent par monsieur jamais remboursé, impossibilité d'accès au frigo
- Les **violences administratives** : menaces de destruction des papiers



LES FACTEURS DE VULNERABILITE

- Comme par le passé, nous constatons que le fait d'être **d'origine étrangère** rend les femmes vulnérables face aux prédateurs = **14 situations** recensées.

Très souvent, monsieur fait connaissance sur internet ou lors d'un voyage, madame vient en France et se retrouve isolée en ruralité, sans voiture ni permis de conduire, dépendante financièrement, sous la menace de non-renouvellement du titre de séjour...

- La **grossesse** constitue également une période de vulnérabilité : les violences apparaissent souvent ou sont accentuées à ce moment-là.



LES PROBLEMES DE SANTE DES VICTIMES

Outre les **divers handicaps** (A.A.H.), les **longues maladies**, les **dépressions** traitées ou pas, la lenteur des procédures (logement , justice , sociale...) et la gestion du quotidien s'ajoutent à la fatigue physique.

- Chez certaines femmes , nous faisons face à une **sorte d'effondrement psychique** qui se traduit par de l'impatience par rapport aux psy. : « J'en ai vu, ça sert à rien, vous comprenez rien , j'ai tout fait mais rien n'avance etc... »
- On constate alors leur détresse avec un **déficit d'estime de soi** , une **perte de sens** et surtout un **abattement total** .

De plus, chez certaines femmes séparées : les menaces , le cyber harcèlement d'une violence inouïe contribuent à cet effondrement.

Trouver un angle vers la **reconstruction** est compliqué.

- Il nous arrive d'être démunies mais **on ne lâche rien.**



NOTRE SOUTIEN FINANCIER AUX VICTIMES

- **Aide au logement** pour 3 victimes :
 - la première est une maman et ses 3 enfants :
caution + loyers = 1761€ payés directement à l'agence immobilière
 - gîte pour deux femmes = 603€ .
 - **Aide en nature** (espèces pour nourriture par exemple) 140€
 - **Séances de soutien psy** prises en charge = 1060 € pour plusieurs femmes et 2 enfants
 - **Frais d'avocat** pris en charge: 2445€ (partenariat FNSF-AXA)
- **Total du soutien financier direct** aux victimes : 6689€ .



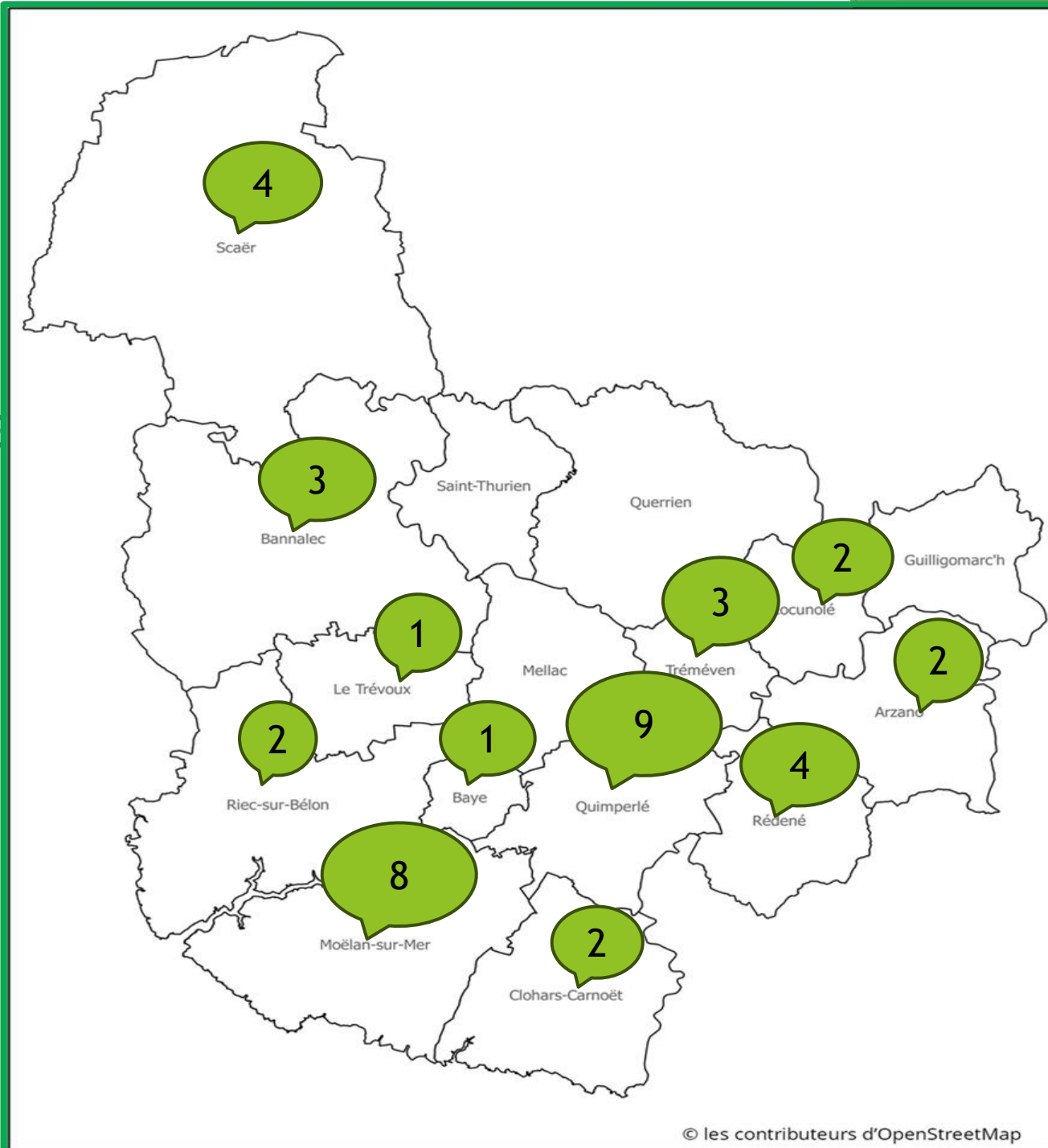
MERCI au soutien public et privé , sans lesquels cette aide ne serait pas possible

QUIMPERLE COMMUNAUTE

41 ENFANTS

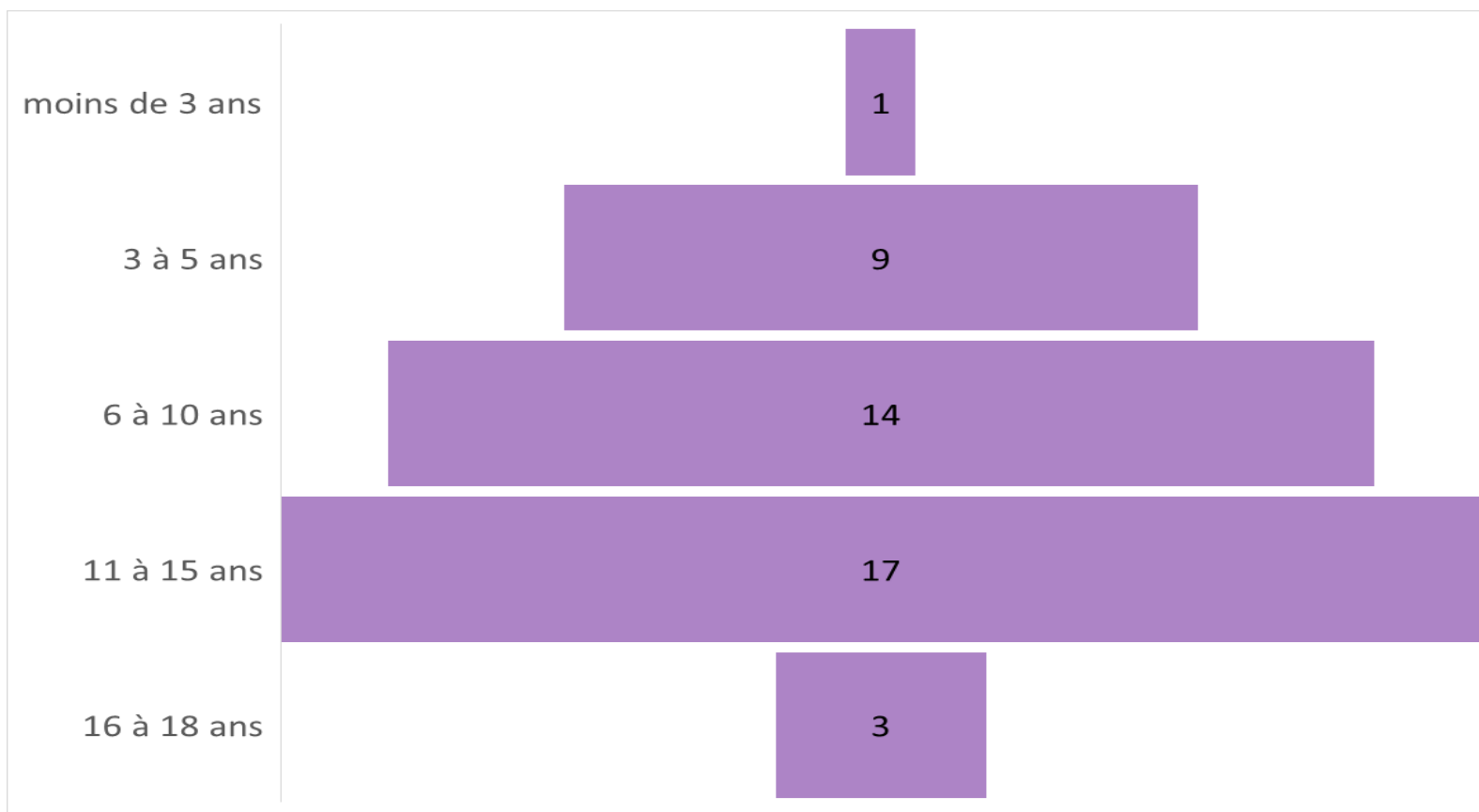
CO-VICTIMES

EN 2025



AGES DES 44 ENFANTS CO-VICTIMES

(ensemble des situations)



LES DEMARCHES EFFECTUEES PAR LES VICTIMES (1/2)

- A partir du moment où les victimes commencent à parler de ce qu'elles subissent, commence un long parcours semé de difficultés. Quelques données non exhaustives dont nous avons eu connaissance :
 - **20 plaintes** ont été déposées, dont 1 retirée
 - **5 renseignements judiciaires** (systématiquement transmis au procureur)
- Les suites :
 - **5 gardes à vue**
 - **4 éloignements du domicile**
 - **1** attribution de **téléphone grand danger**
 - **1 hospitalisation** du conjoint violent



LES DEMARCHES EFFECTUEES PAR LES VICTIMES

(2/2)

- **2 injonctions de soins** (dont 1 non effectuée)
 - 3 procédures en attente
 - 4 classements sans suite
- Les consultations médicales :
- **9 certificats médicaux** ont été délivrés
 - **7 ITT** - 1 de 12 jours
 - 1 de 9 jours
 - 1 de 8 jours
 - 1 de 7 jours
 - 1 de 5 jours



DES DONNEES SUR LES AUTEURS

(1/2)

- ▶ La majorité des auteurs de violences sont des hommes (uniquement 2 femmes-auteurs dans nos relevés)
- ▶ 3 auteurs ont porté plainte avant la victime
- ▶ 12 cas de harcèlement après séparation
- ▶ Dans 8 situations, la garde des enfants est un sujet difficile
- ▶ 7 descriptions de contrôle coercitif



DES DONNEES SUR LES AUTEURS

(2/2)

Ce que les victimes ont rapporté sur les auteurs :

- ▶ 11 ont des problèmes avec l'alcool
- ▶ 4 avec la drogue
- ▶ 4 avec alcool et drogue
- ▶ 4 ont des problèmes psy reconnus
- ▶ 1 est décrit comme bagarreur
- ▶ 4 ont déjà été violents dans un couple antérieur
- ▶ 1 a des antécédents de violence entre les parents
- ▶ 3 ont eu des problèmes avec la justice (prison ou sursis)
- ▶ 1 a été violent envers les enfants
- ▶ 2 évocations de pédocriminalité
- ▶ A signaler 2 auteurs handicapés et 2 possessions d'armes signalées

Une grande partie des dossiers ne comporte pas de renseignements sur l'enfance du violent.



NOS ACTIONS DE PREVENTION

(1/2)



- ▶ En 2025, nous avons élargi nos actions d'information et de prévention à destination d'un public le plus large possible.
- ▶ Notre reconnaissance dans le paysage local a provoqué des invitations à participer à des évènements dont nous n'étions pas les organisatrices.
- ▶ Ce fut le cas pour des **films** pour les élèves de La Villemarqué et de Roz Glas à la **Bobine** ("Quitter la nuit"), ou pour tout public au **Kerfany** ("les croquantes") et le spectacle « Betty Loop » à **Riec**.
- ▶ Nous avons effectué, pour chaque classe de 3^{ème} du **collège de La Villemarqué**, des séances de prévention des violences sexuelles et sexistes.

NOS ACTIONS DE PREVENTION

(2/2)

- ▶ Nous avons également participé :
 - À la **formation des relais VIF** du territoire, organisée par le service prévention de Qlé co
 - À l'AG et aux territoriales de la **FNSF**
 - Aux Jeudis du **GHBS** et aux réunions Collasso (partenaires du GHBS)
 - Au **forum "santé des femmes"** de la maison de santé de Rédéné
 - Au **forum des associations** de Quimperlé
 - Au spectacle "Rouge pute" de **l'Estran** à Guidel
 - À des conférences dans le cadre d' "**autour des sorcières**"
 - À l'inauguration d'une expo photos de "**Résonnantes**" à la médiathèque de Guidel
- ▶ Nous avons organisé **2 conférences décalées** à destination du grand public (cyberharcèlement des femmes et problématique de la garde des enfants) avec la troupe du Quidam théâtre
- ▶ Nous avons suivi **2 formations**, l'une délivrée par une JAF et portant sur le traitement des VIF, l'autre organisée par la FNSF traitait de l'approche féministe des violences conjugales

Visibilité de notre site internet créé en 2023

(1/2)

- ▶ La fréquentation de notre site internet est en moyenne de **5 visiteuses par jour, dont 30 % sont nouvelles**. On retrouve ce rapport avec constance.
- ▶ Ce qui est positif car il montre qu'on a un flux régulier de nouvelles visiteuses mais aussi de personnes qui reviennent.
- ▶ Dans l'ensemble, les personnes arrivent sur le site par la page d'accueil, soit par les flyers, les affiches ..ou en tapant ACVCquimperle ou violences conjugales Quimperle....
- ▶ Mais, ce qui est frappant, ce sont les pages consultées en priorité : « Je suis victime de violences conjugales », « Quelles démarches » et « Mesurer la gravité », **ce qui montre une recherche de réponses concrètes et d'informations pratiques**.
- ▶ En revanche, les rubriques « Violences conjugales » « Violences conjugales et enfants », « après la séparation » génèrent peu de consultations, ce qui peut s'expliquer par l'existence de ressources institutionnelles et gouvernementales plus complètes sur ces sujets.

Visibilité de notre site internet créé en 2023

(2/2)

- ▶ À l'inverse, les pages consacrées aux événements passés et à venir ainsi que la bibliographie et la filmographie proposées suscitent un réel intérêt de la part des visiteuses.
- ▶ Ce constat nous conduit à :
- ▶ renforcer l'attractivité des pages qui montrent les besoins exprimés par les visiteuses,
- ▶ revoir les rubriques « violences conjugales ...et enfants.... » en proposant des contenus plus synthétiques complétés par des liens vers les ressources institutionnelles et gouvernementales.
- ▶ continuer à alimenter la rubrique des ressources événementielles, juridiques....
- ▶ Bien sûr, cette brève analyse devra être vérifiée dans le temps pour confirmer ou non ces tendances afin d'être en adéquation avec les recherches et besoins du public.

CONCLUSION

- Notre situation géographique est originale, **enclave rurale de 16 communes** situées entre terre et mer, limitrophes du Morbihan. Nous partageons le même territoire de santé avec ce département d'où un partenariat précieux avec le GHBS, mais dépendons de la juridiction territoriale de Quimper (tribunal à 50 kms), ce qui constitue parfois une difficulté pour les victimes.
- Depuis la création de l'association, nous tenons à répondre au plus près aux demandes des victimes : **la disponibilité et la mobilité des bénévoles**, associées à une mise à disposition facile de bureau pour les entretiens dans toutes les communes, y contribuent largement.
- On constate que **15 des personnes accueillies nous avaient déjà contactées par le passé**, entre 1 et 6 ans auparavant. En effet, certaines victimes ont besoin de **soutien au long cours**, soit parce que les décisions de séparation sont difficiles à prendre, parce que la procédure est entravée par le conjoint, ou parce que la victime va lier une nouvelle relation avec le même type d'homme et se questionne sur le processus de répétition.

CONCLUSION (suite)

- Nous nous heurtons depuis quelques années à des difficultés pour faire participer les femmes victimes à des **activités collectives de reconstruction** (groupe de parole, atelier d'expression corporelle par exemple).
- ▶ Nous datons ce changement de l'épidémie de covid et d'une explosion d'offres sur internet, les réseaux sociaux : serait-ce une explication ? Seul le "**café des femmes**" de Moëlan a fonctionné, mais il faut noter qu'il s'agissait d'un public "volontaire désigné" ?
- ▶ La collaboration avec les gendarmeries du territoire, et en particulier la **CIVIF**, fonctionne très bien. Nous devons par contre retisser les liens avec les **relais VIF des communes** après les élections.
- Le recrutement de **nouveaux bénévoles** est toujours un sujet de préoccupation mais en cette fin d'année, nous avons eu le plaisir d'en accueillir 3 !!!

PROJETS POUR 2026

(½)

➤ Améliorer encore nos accompagnements

Au fil des 15 années d'existence de l'association, nous avons fait évoluer notre pratique des **entretiens**, en accentuant par exemple le questionnement autour des enfants et de leurs besoins spécifiques (ex: soutien psy), en décortiquant aussi davantage les différentes violences subies qui ne sont pas toujours exprimées, voire conscientisées spontanément.

De même, nous nous questionnons souvent sur la question de **recontacter** plus régulièrement les victimes, sans pour autant être intrusives...

➤ Continuer à nous former

Les situations auxquelles nous sommes confrontées nous impactent souvent : "aurions-nous pu apporter une réponse plus efficace ? Pourquoi cette situation résonne-t-elle en nous ?...". Nous continuerons à revenir sur ces questions en analyse de pratique avec l'aide d'un psychologue psychanalyste.

Nous envisageons également une formation pour améliorer notre conduite d'entretien et peut-être une autre traitant du viol

PROJETS POUR 2026

(2/2)

Les attaques masculinistes

- ▶ Plusieurs femmes que nous avons accompagnées ont subi un **cyberharcèlement** extrêmement violent, l'ex-conjoint étant manifestement soutenu dans ses agissements par des masculinistes.

Ces attaques atteignent d'autant plus douloureusement les victimes qu'elles voient étalés sur les réseaux soi-disant sociaux des éléments de leur vie et/ou celle de leurs enfants.

- ▶ Soulignons ici que le rapport 2025 du **HCE** (haut conseil à l'égalité) constate un contre-discours à Metoo de plus en plus construit et organisé.
- ▶ Dans ce contexte, Le **3919**, le Planning familial ainsi que des librairies féministes font l'objet d'attaques virulentes depuis un an.